

# Comment concilier transition écologique et justice sociale ?

Article extrait de ce [dossier de Télérama](#)

Weronika Zarachowicz

**Gaël Giraud, chef économiste de l'Agence française de développement.**

« Il ne suffira pas de répondre au questionnaire proposé par le gouvernement pour alimenter le Grand Débat. Certaines questions ne facilitent pas l'ouverture, le "sans tabou". Par exemple, dans le volet "transition écologique", la seule question sur la protection de la biodiversité est formulée en termes de compétitivité : "Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ?" Ne serions-nous pas en droit de remettre en cause la compétitivité des entreprises au nom de la protection de la biodiversité ? Et si les entreprises compétitives de demain étaient justement celles qui sauront ancrer leurs activités dans un écosystème durable ?

Le concept même de compétitivité parfaite - il y aurait des marchés parfaitement concurrentiels, sur lesquels on pourrait échanger des biens et services dont les prix seraient dictés de manière fluide et flexible par la rencontre de l'offre et la demande - est un mythe ! Un tel monde n'existe pas, même si beaucoup d'entre nous, formés dans ce moule, répètent en boucle que, certes, la concurrence pure et parfaite n'est pas encore atteinte, mais qu'on y arrivera à force d'"aplanir le terrain", d'ôter toute forme de régulation économique et sociale. Le programme néolibéral de démantèlement de l'Etat promeut la privatisation du monde au nom de ce mythe. Mais la planète et la vie de nos enfants ne sont pas à vendre ! Certains seraient favorables au démembrement de la Caisse des dépôts et à la privatisation de la gestion du Livret A. Nous avons, au contraire, besoin d'une réorientation de l'épargne longue vers les investissements verts. Michel Lepetit, vice-président du Shift Project (think tank pour une transition en faveur d'une économie bas carbone), va verser au débat national une proposition dans ce sens.

Comment envisager une réelle transition écologique ? Certains, comme Mark Carney, gouverneur de la Banque centrale d'Angleterre, ont compris que le dérèglement écologique est la principale menace sur notre stabilité (y compris financière), et qu'il faut hâter l'émergence de sociétés post-carbone. Les entreprises savent que c'est prioritaire ! Celles qui s'en sortiront seront celles qui se seront libérées de leur dépendance aux énergies fossiles et aux ressources naturelles non durables (en particulier les minerais « critiques » comme le cuivre).

Bonne nouvelle : les trois chantiers principaux, communs à tous les scénarios de transition, sont connus depuis au moins dix ans. Je les ai présentés à Emmanuel Macron quand il était secrétaire général adjoint de l'Élysée, à commencer par la rénovation thermique des bâtiments : elle coûtera de l'argent - quelques milliards d'euros par an, l'équivalent de certaines niches fiscales -, mais serait aussi créatrice d'emplois. Elle permettrait aussi de réhabiliter le cœur de nos petites villes de province et faciliterait le réaménagement du territoire. Cela implique de renoncer à la concentration du pouvoir dans les métropoles, et de réinvestir politiquement, économiquement, médiatiquement, symboliquement le monde de la province, celui des Gilets jaunes. Aujourd'hui, Paris se sent plus proche de Londres ou Berlin que de La Souterraine...

Autre chantier, la mobilité verte, qui suppose notamment de réhabiliter le réseau ferroviaire que nous avons malheureusement détricoté après 1945, alors que les Belges, les Allemands ou les Suisses l'ont conservé. La privatisation de la SNCF ne risquerait-elle pas d'aggraver la métropolisation territoriale ? Troisième chantier, le verdissement des processus industriels et agricoles, pour basculer vers une économie post-carbone. En remplaçant la PAC productiviste par l'agro-écologie, on crée des emplois, on permet à une agriculture saine, qui n'empoisonne pas les paysans, de se développer, et on stimule des puits de carbone naturels...

Ces chantiers impliquent que l'on conjugue la question sociale avec le défi écologique, les deux étant intrinsèquement liés. La crise des Gilets jaunes l'exprime d'ailleurs parfaitement : ils ne rejettent pas la transition écologique, mais la tentation de faire porter une grande partie de son coût sur les Français les plus modestes. Il faut donc maintenir une taxe carbone et élargir son assiette, mais en l'accompagnant de véritables solutions pour les bas revenus - des chèques énergie, par exemple; une véritable revalorisation du pouvoir d'achat avec un rehaussement du Smic, qui a décroché par rapport à la croissance française depuis dix ans; et une remise à plat de la fiscalité. Or, aujourd'hui, excepté quelques fiscalistes spécialistes de Bercy, qui est capable de faire la moindre proposition de réforme de l'impôt sur le revenu dont on puisse concrètement mesurer l'impact ? Avec des amis, nous allons donc verser une proposition au débat : [un site Internet](#) (1) avec un simulateur du taux effectif d'imposition, à partir de trois paramètres simples (le revenu minimal imposable, le taux maximal d'imposition et une mesure de la progressivité de

l'impôt), qui permettra à chacun de tester en direct l'évolution de son taux, et donc de négocier et discuter, à partir de ces paramètres. Ce qui est surprenant, c'est qu'avec seulement trois chiffres on capture l'essentiel des dimensions du débat fiscal. Cette proposition ne déclenchera sans doute pas l'enthousiasme de ceux qui ont déjà décidé que le Grand Débat ne produira rien, peu importe. Si l'on souhaite vraiment une remise à plat de notre fiscalité, alors donnons-nous les moyens d'en débattre ! »

Propos recueillis par Weronika Zarachowicz

(1) Lancement le 14 février.